

Allocution d'ouverture des Etats Généraux du Commerce Extérieur
Par Bruno DURIEUX,
Président du CNCCEF,
Ancien ministre du commerce extérieur

Madame la ministre,
Mesdames et Messieurs le Présidents,
Mesdames et Messieurs,
Chers Collègues,

Je suis heureux et fier d'ouvrir avec vous, madame la ministre, ces Etats Généraux du Commerce Extérieur de la France et je vous remercie vivement, en mon nom personnel et au nom de mes collègues, de votre présence ici parmi nous. Cet événement est une première, une sorte de révolution, pour notre institution. Jamais en effet, elle n'avait été appelée à une telle réflexion collective. Très vite, j'ai eu le plaisir de voir se mobiliser le réseau et souffler l'esprit de réforme que je souhaitais.

Je tiens à remercier Christine Lagarde qui, ministre déléguée au commerce extérieur lorsque je lui ai présenté ce projet, l'a soutenu immédiatement et chaleureusement.

Je tiens à remercier celles et ceux qui depuis de longs mois préparent cet événement, en premier lieu les CCE qui ont répondu en grand nombre à mon appel, comme le montrent les quelques 2000 réponses à l'enquête « compétitivité » que nous leur avons proposée, les 1300 réponses à l'enquête sur la vie de l'institution, leur présence aujourd'hui, en grand nombre. Je voudrais aussi remercier l'INSEE qui a bien voulu réaliser, à notre demande, sur son échantillon de 4000 entreprises industrielles, une enquête « compétitivité », proche de la nôtre. Enfin, merci à l'ensemble de nos partenaires, à nos organisateurs, à nos permanents qui, sous la houlette de Michel Derrac, se sont engagés dans cette manifestation et merci à François Lenglet qui anime notre journée.

J'ai aussi voulu ces Etats Généraux car, comme conseillers du commerce extérieur, c'est-à-dire, comme hommes et femmes du terrain international, nous estimons qu'il est nécessaire de nous exprimer publiquement sur l'enjeu central et crucial que constitue l'international ; nous exprimer sur cet enjeu essentiel pour la prospérité de notre pays et pour le niveau de vie de chacun d'entre nous.

Notre expérience et notre expertise nous autorisent à alerter nos concitoyens sur les mutations majeures, rapides, profondes qu'entraîne le phénomène de globalisation ; les alerter sur le risque mortel de l'immobilisme et sur la nécessité impérieuse de l'anticipation, de l'adaptation, adaptation de nos comportements, de nos structures économiques, de nos structures sociales, de nos pratiques collectives.

Les alerter sur les efforts qu'exige la mondialisation. La mondialisation n'est en soi ni un bien, ni un mal. Elle est une chance pour ceux qui saisissent les opportunités, une menace pour ceux qui se figent devant le défi.

Les alerter sur les succès de nos entreprises qui relèvent le gant de la globalisation. Car les entreprises françaises, grandes et petites, mènent et gagnent des batailles sur les marchés étrangers qui ne laissent aucun doute sur le fait que nous avons tous les atouts pour tirer le meilleur parti de la mondialisation.

Les alerter sur le fait qu'il n'est plus un seul choix politique –qu'il s'agisse de l'éducation de la recherche, du marché du travail, de la formation, de la santé, de l'aménagement du territoire, de la défense, des dépenses et des prélèvements publics, etc.... – il n'est plus un seul choix politique qui n'influe directement ou indirectement sur notre capacité à défendre ou étendre nos positions économiques internationales.

En un mot, les alerter sur le fait que la croissance et le pouvoir d'achat en France se gagnent ou se perdent à l'international.

Rien de neuf, dira-t-on ! Tout le monde parle de la mondialisation !

Certes, mais on mesure rarement la force et l'ampleur exceptionnelles du phénomène et surtout de son ressort profond : l'accession de pays comptant près de 3 milliards d'habitants à la libre entreprise et à l'échange international. Le trait fondamental de la période que nous vivons n'est pas la croissance exceptionnelle des grands pays émergents ; c'est l'adoption par la Chine, l'Inde et la Russie pour ne citer qu'elles, de l'économie de marché et leur ouverture au commerce mondial ; leurs taux de croissance n'en sont qu'une conséquence.

Combien parmi nos concitoyens ont conscience que les échanges économiques mondiaux sont passés, en vingt ans, de 1/3 à 2/3 du PIB mondial ?

Combien savent que les pays émergents sont passés en vingt ans du 1/5 du commerce mondial à 1/3 aujourd'hui et qu'ils en représenteront plus de la moitié dans 10 ans ?

Combien imaginent que les actifs internationaux détenus par les pays industrialisés, qui représentaient trois fois le commerce mondial il y a vingt ans, atteignent plus de sept fois celui-ci aujourd'hui ?

*

* *

Nous proposons pour cette première journée, de traiter de trois sujets, avec, comme vous l'avez déjà remarqué, des intervenants de marque que je tiens à remercier très sincèrement.

Le premier est celui de l'état des lieux. Vu de l'étranger, les entreprises françaises qui opèrent à l'international apparaissent particulièrement actives, dynamiques et optimistes. Ceci ressort clairement des enquêtes que nous rendons publiques pour ces Etats Généraux. Les implantations françaises à l'étranger sont compétitives et en plein développement. Elles sont appelées à se développer davantage. Mais, le commerce extérieur de la France, c'est aussi 40 milliards d'Euros de déficit, un record si l'on excepte l'année 1982 et des parts de marché qui s'effritent. Quelle est la juste appréciation de l'état des lieux de nos échanges économiques mondiaux ?

Le second sujet est celui de l'adaptation de la France au phénomène de globalisation, à l'évolution des règles du jeu économique mondial, ainsi qu'aux principaux défis globaux, que sont l'agriculture, l'énergie, les transports, les technologies nouvelles et, de manière transversale, le développement durable.

Un troisième sujet porte sur ce que nous avons appelé les « modèles gagnants » et que nous aurions pu aussi appeler les leçons des expériences étrangères. Celles de nos proches voisins d'Europe ; mais aussi celle des brillantes économies d'Asie.

Enfin, nous nous retrouverons pour une quatrième table ronde qui rassemblera tous les responsables des organisations et des institutions qui, autour de vous, Madame la Ministre, concourent à la politique du commerce extérieur et au soutien de nos entreprises et tout particulièrement des PME qui se battent ou cherchent à se battre sur les marchés étrangers. C'est, me semble-t-il, la première fois que tous ces partenaires se retrouveront ainsi ensemble. Nous les remercions d'avoir répondu à notre invitation.

Les Etats Généraux sont l'occasion de rendre publiques deux enquêtes réalisées par le réseau des conseillers. L'une fournira désormais chaque mois, l'évolution de la conjoncture mondiale vue par les entreprises françaises opérant dans le monde, ainsi que l'évolution de leur activité, de leurs investissements et de leur emploi. Je tiens à remercier vivement le millier de CCE qui apporte mensuellement une information unique en son genre, sans équivalent, et d'un intérêt exceptionnel. La seconde enquête, elle aussi d'un intérêt exceptionnel, fournit sur la base des réponses de deux mille CCE, un jugement sur la compétitivité de nos entreprises ainsi que de « l'entreprise France » et des précisions du plus haut intérêt sur les perspectives de développement internationales des entreprises françaises..

L'enquête que nous avons suggérée à l'INSEE de réaliser sur les mêmes sujets auprès de quatre mille entreprises industrielles implantées en France, fournit également des résultats très remarquables qui enrichiront nos débats de tout à l'heure.

*

* *

Je rassemblerai demain les conseillers du commerce extérieur, pour tenir, en quelque sorte, nos propres états généraux. Nous nous interrogerons sur nos missions, sur notre organisation, sur nos performances, nous discuterons des évolutions et des changements nécessaires pour remplir pleinement nos missions.

Permettez-moi de redire devant vous, Madame la Ministre, qu'avec les CCE que vous nommez, que vous sélectionnez en raison de leur compétence, de leur expérience et de leur engagement, vous disposez d'un réseau de quatre mille chefs et cadres dirigeants d'entreprise répartis dans 140 pays et 29 régions et départements, prêts à répondre à toutes vos demandes d'informations, d'analyses, de recommandations, désireux d'accompagner et soutenir nos PME à l'international, heureux de transmettre leur passion de l'international à nos jeunes concitoyens. Ce réseau est unique au monde.

Ce réseau est fortement motivé, attaché à ses missions, prêt à en assurer de nouvelles, dans le domaine de l'intelligence économique notamment. Notre réseau est heureux de se voir sollicité par vous-même et vos services. C'est largement sa raison d'être. Son expertise est celle du terrain, son expertise est bénévole, son expertise est indépendante de tout groupe de pression ou groupe d'intérêt. C'est ce qui fait notre valeur et justifie la confiance que votre ministère nous accorde. C'est ce qui légitime notre désir d'être entendu et reconnu.

Les CCE font partie d'un ensemble de partenaires aux premiers rangs desquels se trouvent les missions économiques, Ubifrance et les chambres de commerces et d'industries. Nos liens avec les missions économiques sont quotidiens et excellents. Nous sommes liés à Ubifrance par une convention et sommes sur le point d'en signer une avec l'ACFCI. Nous sommes membres des comités clients de la COFACE. Nous nous félicitons de tous nos partenariats, les jugeons très importants et souhaitons les renforcer. Nous rejoignons en cela vos propres préoccupations et celles des entreprises qui souhaitent voir rationaliser le dispositif d'accompagnement des exportateurs.

Notre institution a beaucoup changé au cours des années récentes. Plus jeune et plus féminisée, bien que toujours insuffisamment, elle a profondément dynamisé et rénové ses modes d'intervention ; quelques exemples : à la demande du président de la République, Jacques Chirac, j'ai engagé l'ensemble du réseau sur les VIE, en soutien d'Ubifrance, avec des résultats unanimement reconnus ; nous avons contribué directement à la mise sur pied du BTS européen de commerce international ; en 2007, 250 PME ont bénéficié d'un parrainage CCE ; nous avons profondément réformé les grands forums régionaux, Amérique –je pense à Miami-, Aséan –je pense à Hanoi- et bientôt le cône sud des Amériques, en y introduisant, avec le concours de nos comités régionaux, des missions économiques et d'Ubifrance des délégations de PME avec des contacts d'affaires effectifs ; nous nous sommes fortement engagés sur les pôles de compétitivité ; je signe dans trois semaines, à l'Ecole polytechnique, une convention avec le pôle « Systematic » ; notre commission organise un colloque européen à Limoges le 24 juin prochain ; innovation encore avec le baromètre CCE de la conjoncture mondiale et les enquêtes compétitivité.

Notre institution changera encore beaucoup au cours des années à venir. Nous définirons demain les bases et les lignes d'une rénovation que je mettrai personnellement en œuvre avec pour objectif central d'épouser au mieux le contexte mouvant de la globalisation économique et financière et d'exécuter le plus efficacement nos missions. Je ne manquerai pas de vous présenter nos vues et vous soumettre nos propositions.

*

* *

Madame la ministre, mesdames et messieurs, pour conclure cette allocution d'ouverture, j'émettrai trois vœux : que nous soyons assez perspicaces pour formuler le bon diagnostic et distinguer l'essentiel dans l'action à entreprendre ; assez convaincants pour répandre la confiance et le goût de l'offensive chez nos concitoyens ; assez unis pour que nos forces s'ajoutent pour relever le défi de la globalisation, le seul qui vaille aujourd'hui pour nos entreprises, pour notre économie, pour l'institution des CCE.